****

Mairie de Marseille

DIRECTION GENERALE DELEGUEE AUX JO ET GRANDS EVENEMENTS

Règlement de consultation

Prestations de conception, aménagement et exploitation des zones de célébrations Rugby de Marseille – 2 lots

**Numéro de la consultation :** 23\_0159

**Procédure de passation :** MAPA services sociaux et spécifiques

Table des matières

[Article 1 - GENERALITES 3](#__RefHeading___Toc11434_2418032983)

[1.1 Objet et description de la consultation 3](#__RefHeading___Toc11436_2418032983)

[1.2 Nature 3](#__RefHeading___Toc11438_2418032983)

[1.3 Pouvoir adjudicateur 3](#__RefHeading___Toc11440_2418032983)

[1.4 Procédure 3](#__RefHeading___Toc11442_2418032983)

[Article 2 - CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION 3](#__RefHeading___Toc11444_2418032983)

[2.1 Décomposition en lots, tranches et postes 3](#__RefHeading___Toc11446_2418032983)

[2.1.1 Décomposition en lots 3](#__RefHeading___Toc11448_2418032983)

[2.1.2 Décomposition en tranches et en postes 3](#__RefHeading___Toc11450_2418032983)

[2.2 Accord-cadre à bons de commande 4](#__RefHeading___Toc11452_2418032983)

[2.3 Durée 4](#__RefHeading___Toc11454_2418032983)

[2.4 Options 4](#__RefHeading___Toc11456_2418032983)

[2.5 Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique 4](#__RefHeading___Toc11458_2418032983)

[2.6 Groupements d'opérateurs économiques 5](#__RefHeading___Toc11460_2418032983)

[2.7 Conditions relatives au marché 5](#__RefHeading___Toc11462_2418032983)

[2.7.1 Cautionnement et garanties exigées 5](#__RefHeading___Toc11464_2418032983)

[2.7.2 Modalités essentielles de financement et de paiement 5](#__RefHeading___Toc11466_2418032983)

[Article 3 - DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE) 5](#__RefHeading___Toc11468_2418032983)

[Article 4 - ÉLÉMENTS EXIGES DU CANDIDAT 6](#__RefHeading___Toc11470_2418032983)

[4.1 Renseignements et documents demandés à l'appui des candidatures 6](#__RefHeading___Toc11472_2418032983)

[4.2 Éléments exigés au titre de l'offre 7](#__RefHeading___Toc11474_2418032983)

[4.2.1 Présentation des offres 7](#__RefHeading___Toc11476_2418032983)

[4.2.2 Présentation de variantes 8](#__RefHeading___Toc11478_2418032983)

[4.3 Visite sur site 8](#__RefHeading___Toc11480_2418032983)

[Article 5 - REMISE DES PLIS PAR LES CANDIDATS 8](#__RefHeading___Toc11482_2418032983)

[5.1 Mode de transmission des plis 8](#__RefHeading___Toc11484_2418032983)

[5.2 Copie de sauvegarde 8](#__RefHeading___Toc11486_2418032983)

[5.3 Echantillons, maquettes, prototypes ou modèles réduits 9](#__RefHeading___Toc11488_2418032983)

[5.4 Date et heure limites de remise des plis 9](#__RefHeading___Toc11490_2418032983)

[5.5 Délai de validité des offres 9](#__RefHeading___Toc11492_2418032983)

[Article 6 - EXAMEN DES PLIS 9](#__RefHeading___Toc11494_2418032983)

[6.1 Examen des candidatures 9](#__RefHeading___Toc11496_2418032983)

[6.2 Jugement des offres 10](#__RefHeading___Toc11498_2418032983)

[Article 7 - PIECES A REMETTRE PAR LE(S) CANDIDAT(S) RETENU(S) 12](#__RefHeading___Toc11500_2418032983)

[Article 8 - MODALITES RELATIVES AUX COMMUNICATIONS ET AUX ECHANGES D'INFORMATION 13](#__RefHeading___Toc11502_2418032983)

[8.1 Règles liées aux échanges électroniques 13](#__RefHeading___Toc11504_2418032983)

[8.2 Demandes de renseignements en cours de consultation 13](#__RefHeading___Toc11506_2418032983)

# GENERALITES

## Objet et description de la consultation

La présente consultation a pour objet : Prestations de conception, aménagement et exploitation des zones de célébrations Rugby de Marseille dans le cadre de la Coupe du Monde de Rugby 2023

## Nature

Passation d'un marché de prestations de services sociaux et spécifiques

## Pouvoir adjudicateur

Acheteur public :

Ville de Marseille

Hôtel de Ville

Quai du Port

13233 Marseille Cedex 20

Profil acheteur : marchespublics.mairie-marseille.fr

Adresse Internet : [www.marseille.fr](http://www.marseille.fr/)

## Procédure

 La procédure de passation est la suivante :

 MARCHE PUBLIC DE SERVICES SOCIAUX ET AUTRES SERVICES SPECIFIQUES - selon les articles suivants : articles L2123-1, R2123-1-3°, R2123-4-5-7 du Code de la commande publique.

Le présent marché est de valeur estimée **supérieure** au seuil de procédure formalisée

# CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

## Décomposition en lots, tranches et postes

### Décomposition en lots

|  |  |
| --- | --- |
| **N°** | **Intitulés lots séparés** |
| 1 | Conception, aménagement, exploitation du Village Rugby |
| 2 | Conception, aménagement, exploitation du "LIVE SITE" |

L’ensemble des prestations est réparti en plusieurs lots traités par marchés séparés et définis comme suit :

### Décomposition en tranches et en postes

L'ensemble des prestations n'est pas subdivisé en tranches.

L'ensemble des prestations n'est pas subdivisé en postes.

## Accord-cadre à bons de commande

Les prestations du lot 1 ne font pas l'objet de bons de commande

Le lot 2 est un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande, en application des articles R2162-1 à 6 et R2162-13 et 14 du Code de la commande publique avec un maximum de 700 000 euros HT

## Durée

La durée du marché se définit comme suit :

**10 mois ferme**

## Options

**Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)**

La présente consultation n'impose pas de prestations supplémentaires éventuelles.

**Prestations similaires**

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure ultérieurement, avec le titulaire du marché, un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire dans le cadre de la présente consultation.

## Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Le marché prévoit la mise en place d'une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

**Présentation de la clause sociale**

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, la Ville de Marseille a décidé de faire application des dispositions des articles L2111-3 et L2112-2 du Code de la commande publique, en incluant dans le cahier des charges de ce contrat une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Le nombre d'heures d'insertion à réaliser dans l'exécution de la prestation est le suivant : 100

En application des dispositions des articles L2111-3 et L2112-2 du Code de la commande publique et du CCAG applicable, l'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Cette action d'insertion pourra être réalisée sur l'ensemble des prestations nécessaires à la bonne exécution objet du présent marché.

Le cahier des charges précise à cet égard les différentes modalités envisageables de mise en œuvre de cette action d'insertion.

Le suivi des heures d'insertion, ainsi que le recensement de la typologie du public bénéficiaire seront réalisés pour la Ville de Marseille par :

Cabinet PLURICITE, représenté par Monsieur Alix de Saint-Albin.

Les entreprises souhaitant être accompagnées dans la bonne compréhension et la mise en œuvre de la clause d'insertion pourront prendre contact avec un facilitateur :

=> Alliance Ville Emploi met à disposition un annuaire des facilitateurs : <https://www.ville-emploi.asso.fr/annuaire/facilitateurs-des-clauses-sociales/>

=> Facilitateur sur le territoire de Marseille :

PLIE MP CENTRE Emergences - 5 rue de la République - 13002 Marseille

Courriel : info@plie-mpmcentre.com - tél : 04 96 11 64 80 - fax : 04 91 90 01 50

**ATTENTION : Les candidats ne sont pas autorisés à formuler dans leur offre des réserves sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.**

## Groupements d'opérateurs économiques

Les opérateurs économiques peuvent se porter candidats individuellement ou sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint.

Ils ne peuvent modifier la composition de leur groupement entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. L'entreprise mandataire d'un groupement ne pourra représenter, en cette qualité, plus d'un groupement pour un même marché.

Forme juridique que devra revêtir le groupement attributaire :

**Aucune forme** de groupement, conjoint ou solidaire, n'est exigée après attribution du marché.

## Conditions relatives au marché

### Cautionnement et garanties exigées

Pas de cautionnement, ni de garantie demandés au titre des articles R2191-32 à 42 du Code de la commande publique.

### Modalités essentielles de financement et de paiement

Le marché est financé par ressources budgétaires propres

Les règlements seront effectués par virement bancaire dans un délai de 30 jours.

La référence du ou des comptes bancaires où les paiements devront être effectués, doit être précisée dans l'acte d'engagement.

Le lot 1 est à prix global et forfaitaire

Le lot 2 est traité unitaire

 Les deux lots sont conclus à prix fermes.

# DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : marchespublics.mairie-marseille.fr

Il ne sera transmis aucun DCE sur support physique. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard **7 (sept)** jours avant la date limite de réception des offres.

Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi, par l'administration, du dossier modifié aux personnes ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet. En cas de report, par l'administration, de la date limite de remise des plis, c'est en fonction de la nouvelle date fixée que sera calculé le délai susmentionné.

 Le DCE comporte les documents suivants :

 - le Règlement de la Consultation (RC)

 - l'annexe n°1 au RC relative au Guide de la dématérialisation des marchés publics

 - le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

 - le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes

* Annexe 1\_Calendrier RWC2023
* Annexe 2a\_Plan Canebière
* Annexe 2b\_Plan Vieux Port
* Annexe 3\_Règles commerciales Village Rugby
* Annexe 4\_Instructions ministérielles village rugby
* Annexe 5\_Charte écoresponsabilité & Développement Durable
* Annexe 6\_Tarifs et taxes septembre 2021

- l'Acte d'Engagement (AE) par lot - cadre de réponse et ses annexes

* Annexe A : le compte d’exploitation par lot – cadre de réponse
* Annexe B : la Protection des données sécurités par lot – cadre de réponse

- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) du lot 2 – cadre de réponse

- le formulaire de lettre de candidature DC1 (établi par le MINEFE, téléchargeable à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>)

- le formulaire de déclaration de candidature DC2 (établi par le MINEFE, téléchargeable à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>)

- le Mémoire Technique (MT) par lot – cadre de réponse

Le dossier de consultation est intégralement mis en ligne et accessible sur le profil d'acheteur.

# **ÉLÉMENTS** EXIGES DU CANDIDAT

Tous les documents, pièces et attestations remis au titre de la candidature ou de l'offre par le candidat sont établis en langue française et exprimées en EURO. A défaut, ils doivent être accompagnés d'une traduction en langue française.

## Renseignements et documents demandés à l'appui des candidatures

Pour présenter leur candidature, le(s) candidat(s) peuvent utiliser soit :

- les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) ;

- le DUME (Document Unique de Marché Européen).

Les informations concernant ces supports sont détaillées dans l'annexe n°1 au présent RC relative au Guide de la dématérialisation des marchés publics.

Chaque candidat doit produire un dossier complet comprenant les pièces décrites ci-après :

**1° - Renseignements concernant la situation juridique du candidat**

* Le titre de candidature (pouvant prendra la forme du DC1) dûment remplie et comprenant la déclaration sur l'honneur justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L2141-1 à 11 du Code de la commande publique.
* Le cas échéant, en cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet justifiant que le candidat a bien été habilité à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

**2° - Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise**

Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles. Les entreprises nouvellement créées ne pouvant produire les chiffres d'affaires des trois derniers exercices devront fournir :

- une copie certifiée du récépissé de dépôt du centre de formalités des entreprises (pour vérifier la date de création de l'entreprise)

 - le montant de leur capital social (pour justifier de leurs capacités économiques et financières).

**3° - Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique du candidat**

- Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature

- Présentation d'une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire, ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

**Précisions complémentaires** :

Lorsque le candidat se présente sous la forme d'un groupement, chaque membre du groupement doit fournir les pièces et documents mentionnés ci-dessus (DC2 et annexes ou DUME).

Si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature, il doit les mentionner dans son formulaire DC2 (rubrique H) et produire, pour chacun d'eux, les mêmes documents que ceux qui sont exigés de lui pour justifier de ses capacités, ainsi qu'un engagement écrit de chacun d'eux justifiant que le titulaire dispose de leurs capacités pour l'exécution des prestations. En cas de déclaration de sous-traitance (formulaire DC4), la signature électronique est facultative à ce stade.

## Éléments exigés au titre de l'offre

### Présentation des offres

L'offre du candidat pour chaque lot comporte les pièces ou documents suivants :

* un **Acte d'Engagement**, dûment complété concernant le ou les lots pour le(s)quel(s) le candidat souhaite soumissionner..

Rappel : La signature de l'AE n'est que facultative au moment du dépôt de l'offre, mais sera exigée pour l'attributaire.

Par ailleurs, il est recommandé aux candidats de transmettre l'acte d'engagement au format pdf, afin d'assurer la bonne transmission et mise en page du document concerné.

**- Nota Bene** : l'annexe B à l'acte d'engagement concernant la « Protection des données et Politique de sécurité » n'est que facultative au moment du dépôt de l'offre, mais elle sera exigée pour l'attributaire, si ce dernier ne l'a pas déjà remise dans son offre.

* L’annexe A, le compte d’exploitation intégralement complété
* L’annexe B, protection des données et sécurité concernant le ou les lots pour le(s)quel(s) le candidat souhaite soumissionner
* Le mémoire technique du candidat concernant le ou les lots pour le(s)quel(s) le candidat souhaite soumissionner.
* Le Détail Quantitatif estimatif (DQE intégralement complété)

### Présentation de variantes

Les candidats ne sont pas autorisés à proposer des variantes de leur propre initiative.

## Visite sur site

Les candidats ont la possibilité d'effectuer une **visite des lieux indiqués à l’annexe 2 du présent CCTP.**

Les visites s'effectueront sur rendez-vous, de manière individuelle au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres.

Pour procéder à cette visite, les candidats doivent contacter:

Coordonnées du service : La Mission JOGE

Référent : Isabelle POMES

Adresse électronique : ipomes@marseille.fr

Si au cours ou à l'issue de la visite, les candidats souhaitent poser des questions, ils devront les poser par écrit dans les conditions fixées au présent règlement de consultation.

# REMISE DES PLIS PAR LES CANDIDATS

## Mode de transmission des plis

 Pour l'application de l'article R2132-7 du Code de la commande publique, le mode de transmission des candidatures et des offres retenu par le pouvoir adjudicateur est la voie dématérialisée sur son profil acheteur marchespublics.mairie-marseille.fr. Ce mode de transmission est obligatoire. Les transmissions sur support papier ne sont pas admises.

Le soumissionnaire transmet son pli en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des plis. Ainsi, toute modification ou tout complément du soumissionnaire en cours de consultation doit donner lieu à la transmission de l'intégralité du pli tel qu'exigé au Règlement de consultation.

Les modalités relatives à la réponse par voie électronique sont détaillées dans l'annexe n°1 au présent RC intitulée Guide de la dématérialisation des marchés publics.

## Copie de sauvegarde

Le pli électronique peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier.

Cette copie de sauvegarde devra comporter l'intégralité des éléments exigés au Règlement de consultation.

Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat, l'objet et le numéro de la consultation concernée.

Les dossiers des candidats sont transmis par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception et de garantir la confidentialité.

ENVOI POSTAL : En cas d'envoi postal, les copies de sauvegarde doivent être adressées à l'adresse suivante : Ville de Marseille

Direction des marchés et procédures d'achats publics (DGAAJ)

39 Bis, Rue Sainte13233 MARSEILLE Cedex 20

 REMISE CONTRE RECEPISSE :  Les copies de sauvegarde peuvent être remises contre récépissé à l'adresse suivante :

Direction des marchés et procédures d'achats publics (DGAAJ)

(Anciennement Service des marchés publics - DSJ)

Passage Timon David, rue Sainte (1er arrondissement)

13001 Marseille

Horaires de réception des plis : du lundi au vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 13h00 à 16h00, hors jours fériés et chômés.

## Echantillons, maquettes, prototypes ou modèles réduits

 Sans objet

## Date et heure limites de remise des plis

Les date et heure limites de réception des plis sont celles indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence, qui valent également pour la transmission des « copies de sauvegarde » des candidats.

## Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **3 mois** à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

# EXAMEN DES PLIS

La présentation telle qu'exposée ci-après ne préjuge en rien de l'ordre dans lequel l'acheteur procédera à l'examen des plis. Ainsi, celui-ci peut, en cas de procédure ouverte, décider d'examiner les offres avant les candidatures.

## Examen des candidatures

Avant de procéder à l'examen de la ou des candidature(s), s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander au(x) candidat(s) concerné(s) de produire ou compléter ces pièces.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des renseignements et documents demandés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Il n'est pas exigé de niveaux minimaux de capacités financières ou techniques.

**Exclusions à l'appréciation de l'acheteur**

Le Code de la Commande Publique prévoit différents cas d'exclusion laissés à l'appréciation de la Collectivité, et notamment :

* En application de **l'article L2141-8 du code de la commande publique**, le pouvoir adjudicateur peut exclure de la présente procédure, les opérateurs économiques dont la candidature crée une distorsion de la concurrence et ne permet pas de faire respecter le principe d'égalité de traitement des candidats, notamment à cause de leur participation à la préparation de la présente procédure ou par la détention d'informations susceptibles de leur donner un avantage concurrentiel.
* De même, en application de **l'article L2141-10 du code de la commande publique**, le pouvoir adjudicateur peut exclure de la présente procédure, les opérateurs économiques qui créent une situation de conflit d'intérêts, telle que définie dans ce même article.

Toutefois, et conformément à l'article L2141-11 du code de la commande publique, si une exclusion est envisagée, l'opérateur économique pourra présenter des observations tendant à informer des mesures prises pour corriger les éventuels manquements ou justifier que sa participation ne porte pas atteinte à l'égalité de traitement.

## Jugement des offres

\* Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur procède à l'analyse des offres et rejette les offres inappropriées.

 Conformément à l'article R 2152-2 du CCP, en cas d'offres irrégulières, la régularisation des offres concernées (qu'il y ait négociation ou non), ne pourra avoir pour effet d'en modifier les caractéristiques substantielles.

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2152-1 à 12 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

**Le jugement des offres sera effectué sur les critères pondérés suivants :**

\* Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur procède à l'analyse des offres et rejette les offres inappropriées.

\* Conformément aux dispositions des articles R2123-4 et 5 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur **se réserve la possibilité d'engager des négociations** avec les candidats ayant remis une offre, à l'exception des offres inappropriées, avant attribution du marché.

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2152-1 à 12 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

**Le jugement des offres sera effectué sur les critères pondérés suivants :**

1°) Prix de l'offre 40%

2°) Valeur technique de l'offre 60%

Modalités de mise en œuvre de ces critères :

**1°) Prix de l'offre 40%**

La note maximum est de 40 points. Après élimination des offres anormalement basses, la notation de l'offre du candidat (i) sera effectuée à l'aide de la formule suivante :

N(i) = 40 x P(m)/P(i)

Dans laquelle :

N(i) est la note attribuée à l'offre de prix du candidat (i)

P(i) est le prix de l'offre du candidat

P(m) est le prix de l'offre la moins-disante.

**2°) Valeur technique de l'offre 60%** jugée à partir des réponses au mémoire technique sur la base des sous-critères suivants :

Le total des points relatif à la valeur technique constituera la valeur technique (VT) du candidat, le maximum pouvant être de **60** points

**Pour le lot 1 : Conception, aménagement, exploitation du Village de Rugby**

SC-1 – La compréhension des prestations demandées sur la base d’une note de travail au regard des exigences définies dans le CCTP. **(Note sur 5 points)**

SC2 – Pertinence du concept **(note sur 10 points)**

SC3- Performance de la méthodologie concernant l’organisation et les moyens mis en œuvre pour l’aménagement du village **(note sur 15 points)**

SC4 - Pertinence de la méthodologie pour l'exploitation du village **(note sur 15 points)**

SC5 – Pertinence de la méthodologie globale et fonctionnelle avec la ville, les partenaires institutionnels les partenariats France 2023, WRC et tous les partenaires commerciaux et toutes autre structures **(note sur 5 points)**

SC6 - Adéquation des moyens humains dédiés aux prestations **(note sur 5 points)**

SC7 - Performances en matière de protection de l'environnement – en cohérence avec l’annexe 5 **(note sur 5 points )**

**Pour le lot 2 : Conception, aménagement, exploitation du live site**

SC-1 – La compréhension des prestations demandées l’établissement d’une note de travail au regard des exigences définies dans le CCTP. **(Note sur 5 points)**

SC2 – Pertinence du concept **(note sur 10 points)**

SC3- Performance de la méthodologie sur l’organisation et les moyens mis en œuvre pour l’aménagement du village **(note sur 15 points)**

SC4 - Pertinence de la méthodologie pour l'exploitation des zones de célébrations **(note sur 10 points)**

SC5 – Pertinence de la méthodologie globale et fonctionnelle avec la ville, les partenaires institutionnels les partenariats France 2023, WRC et tous les partenaires commerciaux et toutes autre structures **(note sur 5 points)**

SC6 - Adéquation des moyens humains dédiés aux prestations **(note sur 5 points)**

SC7 - Performances en matière de protection de l'environnement **(note sur 10 points)**

Après élimination éventuelle des offres irrégulières ou inappropriées, la notation de l'offre du candidat (i) sera effectuée à l'aide de la formule suivante :

VT =**60** \* (VT(i)/VT(m))

Dans laquelle :

VT est la note finale attribuée à la valeur technique du candidat (i) ;

VT (i) est la valeur technique initiale obtenue par le candidat (i) ;

VT (m) est la valeur technique initiale obtenue par le candidat ayant la meilleure offre.

Analyse du prix de l'offre :

Les offres doivent obligatoirement être libellées en euros.

**Prix global et forfaitaire :**

L’analyse des prix sera faite au regard du compte d’exploitation et de l’acte d’engagement.

. Il est rappelé que, compte tenu du caractère forfaitaire du marché, il appartient au candidat de vérifier la concordance des montants entre le compte d’exploitation et l’acte d’engagement, en cas de discordance entre ces montants le montant inscrit à l’acte d’engagement prévaudra

**Prix unitaire**

La comparaison des Prix sera effectuée à l'aide du Détail Quantitatif Estimatif (DQE) complété par le candidat.

Ce dernier complétera le compte d'exploitation ainsi que le DQE fournis en indiquant les prix unitaires et totaux.

Chaque candidat veillera à la concordance entre le compte d’exploitation et le DQE. En cas de discordance entre ces deux documents, c'est le prix unitaire figurant sur le compte d’exploitation qui prévaudra et le DQE sera corrigé en conséquence.

 \* Evaluation finale :

Les offres sont classées suivant la valeur de la note N correspondant à la note définitive. L'entreprise classée première est celle ayant la note la plus élevée.

La pondération s'effectuera sur la base de : **40%** pour le prix, **60%** pour la valeur technique, en fonction de la formule suivante :

N(note définitive) = N(i) + VT

Le pouvoir adjudicateur peut ne pas donner suite à la consultation.

# PIECES A REMETTRE PAR LE(S) CANDIDAT(S) RETENU(S)

Il sera demandé au candidat retenu de fournir les certificats et attestations des articles R2143-6 à 10 du Code de la commande publique. Il lui sera également demandé de fournir, si l'offre remise n'a pas été signée, l'acte d'engagement, dans sa dernière version, revêtu d'une signature électronique.

Tous les documents signés devront l'être par une personne habilitée à engager le candidat, accompagné des documents relatifs aux pouvoirs, avec indication du nom et de la qualité du signataire. Cette personne devra être titulaire d'un certificat électronique conforme au niveau de sécurité \*\* du R.G.S. (en cours de validité) ou d'un certificat qualifié, conforme au règlement e-IDAS du 23 juillet 2014.

Dans le cas où la Ville de Marseille serait dans l'impossibilité de signer électroniquement l'acte d'engagement, le soumissionnaire s'engage à accepter la rematérialisation conforme sous forme papier de tous les documents constitutifs à valeur contractuelle. A ce titre, il s'engage également à ce que la personne physique dûment habilitée procède à la signature manuscrite des documents qui lui sont demandés (AE, autres pièces éventuelles), sans procéder à la moindre modification de ceux-ci et les renvoie à la personne publique sous cette forme.

Si le candidat retenu est un groupement, la demande du pouvoir adjudicateur sera adressée au mandataire qui devra présenter les pièces exigées pour l'ensemble des membres du groupement dans le délai indiqué au présent article.

Le candidat devra fournir ces éléments, à compter de la réception de la demande, dans un délai de : 10 jours. A défaut, son offre est rejetée et la même demande est présentée au candidat suivant dans le classement des offres, conformément à l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

La Ville de Marseille ayant souscrit un abonnement au logiciel de conformité fournisseurs "e-attestations", les candidats sont invités à y déposer les documents exigibles au titre des articles R2143-6 à 10 du Code de la commande publique. L'interface e-attestations est une solution gratuite de dépôt et de mise à jour, l'adresse du site est la suivante : <http://www.e-attestations.com/>

# MODALITES RELATIVES AUX COMMUNICATIONS ET AUX ECHANGES D'INFORMATION

## Règles liées aux échanges électroniques

Les modalités relatives aux communications et échanges d'informations par voie électronique, ainsi que celles relatives à la candidature et à la signature électronique, sont détaillées dans l'annexe n°1 au présent RC intitulée Guide de la dématérialisation des marchés publics.

Afin de garantir la lecture et l'exploitation des échanges dans le cadre de cette consultation, seuls les formats de fichiers suivants sont acceptés : .odt ; .ods ; .odg ; .doc ; .docx ; .rtf ; .pdf ; .ods ; .xls ; .xlsx ; .rar ; .zip ; .gif ; .jpeg ; .png ; .tif ; .ppt ; .odp ; .dwg ; .dxf.

## Demandes de renseignements en cours de consultation

Les soumissionnaires peuvent déposer des demandes de renseignements complémentaires sous forme de questions, par exemple, et obtenir des réponses à ces questions ou tout autre renseignement via le profil d'acheteur dont l'adresse internet est marchespublics.mairie-marseille.fr

Ces demandes peuvent être adressées au représentant du pouvoir adjudicateur, par écrit, au plus tard **10 (dix)** jours calendaires avant la date limite de remise des plis. Une réponse sera alors adressée au plus tard **7 (sept)** jours calendaires avant la date limite de remise des plis, à tous les candidats ayant retiré un dossier de consultation.